



Adresse aux gilets jaunes voulant bloquer les centres des Finances Publiques

Aux gilets jaunes voulant bloquer les centres des Finances Publiques,

les salarié-es des services publics et tout particulièrement aux Finances Publiques subissent depuis 15 ans les mêmes choses que l'ensemble de la population :

- gel des salaires ;
- 30 000 suppressions d'emplois en 15 ans ;
- restructurations incessantes ;
- fermetures de sites et de services (principalement en milieu rural, avec les petites Trésoreries) ;
- dégradation des conditions de travail pour les agent-es ;
- dégradation de la manière dont nous exerçons nos missions de services publics dont l'accueil du public.

Macron Premier entend avec Action Publique 2022 terminer le "travail" de destruction de nos missions de services publics tout en rendant la fiscalité toujours plus injuste :

- fin de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune) ;
- baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- augmentation de la CSG ;
- glissement probable de l'Impôt sur le Revenu vers une "flat tax" (comme la TVA) avec le prélèvement à la source (PAS) ;
- destruction des services de contrôle fiscal (qui gênent les dominant-es) ;
- nouvelles fermetures de services et jusqu'à 30 000 nouvelles suppressions d'emplois !

Exonérer les riches et les entreprises et cogner sur les classes populaires et les classes moyennes, voilà le programme de Macron.

Face à cela, avec leurs organisations syndicales, et tout particulièrement la CGT, les salarié-es tentent de résister.

Seule une action commune des salarié-es des services publics avec les citoyen-nes contribuables pourra inverser ce processus mortifère.

Les fonctionnaires des Finances Publiques ne sont pas les adversaires de la population.

C'est auprès des responsables politiques, des haut-es fonctionnaires et des patron-nés exploiters et exploiteuses qu'il faut réclamer des comptes ! La justice sociale passe obligatoirement par la justice fiscale !

La section CGT Finances Publiques 44

lundi 26 novembre 2018